sont la conscience et l'instrument politiques réels de diverses fractions de la classe dominante (UDR,RI,Réformateurs). Il y a ceux qui ne sont plus que des vestiges marginaux, dont la classe dominante s'est depuis longtemps détournée (radicaux de gauche...). Il y a les partis petits-bourgeois (LE MAPU chilien) etc...

Il faut donc se garder du schématisme :tout parti ne renvoie pas à une classe sociale ou à une fraction de classe précise qu'il « représenterait » et dont il défendrait les intérêts. A coté des partis « représentatifs » existent des formations marginales qui n'organisent ni ne « représentent » à proprement parler aucune classe ou fraction de classe précise. Evincé par le PCF de la classe ouvrière, mis (politiquement) au rencart par le dépérissement du parlementarisme bourgeois sous l'Etat fort gaulliste, le PS est devenu une formation marginale :il a subi la désaffection de son ancienne base sociale, passée au PCF sans pour autant en conquérir une nouvelle : à partir de 58 c'est au sein et autour du « fait majoritaire » que les diverses fractions bourgeoises recomposent leurs expressions politiques.

Il s'ensuit que le PS n'est ni un parti « ouvrier-bourgeois » classique puisqu'il n'organise plus la classe ouvrière, ni un parti bourgeois au sens strict puisque les diverses fractions de la grande bourgeoisie s'organisent politiquement ailleurs.

C'est ici qu'on touche du doigt l'erreur de méthode des 8 camarades du CC : la base du PS est plus petite-bourgeoise qu'ouvrière, nous disent-ils. Ses dirigeants sont pour la plupart des notables ou des technocrates bourgeois. Par sa base sociale comme par sa composition interne, le PS est donc un parti bourgeois.

Il s'agit là d'une caractérisation sociologiste et non politique. Les 8 appréhendent le PS comme s'il s'agissait d'un grand parti « représentatif » et non d'une formation marginale. Or le PS, précisément parce qu'il est devenu un parti marginal, ne peut être en aucune manière fondamentalement caractérisé par sa base sociale composite et par son appareil hétérogène. Ce qui qualifie, d'un point de vue de classe, ce type de parti, ce sont moins ses « attributs » propres que la fonction qu'il occupe dans le champ politique structuré par les partis réellement « représentatifs » des classes sociales fondamentales (En France le PC et la coalition gaullo-centriste).

Ce qui caractérise d'un point de vue de classe le PS aujourd'hui, c'est qu'en signant le programme commun de gouvernement et en dénonçant l'alliance centriste, il est entré dans le jeu du PC, il s'est « soudé » à lui, comme le déplore Giscard d'Estaing. Cette attitude lui vaut l'hostilité de la grande bourgeoisie et la sympathie de certaines couches ouvrières et petites-bourgeoises, comme l'attestent les récents sondages.

Le PS reste plus que jamais un parti hétérogène. Plus que jamais s'y cotoient des tendances authentiquement bourgeoises et des tendances social-démocrates classiques ou modernistes. Il est possible qu'en cas d'échec en 73, la droite impose un renversement d'alliances au profit des centristes (surtout si Pompidou ne les intègre pas à la majorité).

Mais aujourd'hui et jusqu'aux élections, c'est l'alliance privilégiée avec le PC qui prévaut. Dans les conditions où elle s'est nouée, non seulement elle ne marque pas l'hégémonie de la bourgeoisie sur l'UG par PS interposé, mais encore elle donne au PS une fonction politique qui, si elle se perpétuait pourrait influer profondément sur sa nature de classe.

L'HEGEMONIE DU PC SUR L'UG

La nature de classe de l'UG avons-nous dit, est déterminée par l'hégémonie du PCF sur l'alliance : au sein de l'UG le rapport de force est favorable au PC. Il est satisfaisant au niveau électoral (le PC peut espérer regrouper à lui seul entre 20 et 25% des inscrits. Il est écrasant au niveau social (capacité d'organisation et mobilisation des masses) comme au niveau militant (capacité d'exploiter et de capitaliser la dynamique unitaire). Il est favorable également au niveau politique :dans les conditions de l'après mai le PC peut se maintenir longtemps comme force d'opposition; alors que le PS, après 69 risquait de s'effondrer s'il ne retrouvait pas rapidement une perspective politique crédible. Ce n'est pas par hasard que le PC s'affirme depuis la signature de l'accord comme l'aile marchante de l'UG, alors que le PS fait figure de frein à main.

Exploitant à fond ce rapport de force favorable (cf l'épisode du non au référendum) le PC est parvenu à imposer au PS et aux radicaux de gauche des conditions d'alliance draconiennes eu égard aux attitudes traditionnelles de ces partis :

L'hégémonie du PC s'affirme d'abord dans le simple fait de la signature d'un programme commun de gouvernement, exigence constante du PC depuis des années, toujours récusée par ses partenaires. L'intérêt du PS était en effet d'aborder les élections de 73 les mains « libres » de tout programme commun , afin de bénéficier pleinement au second tour des suffrages centristes. La signature du programme commun lui a été imposée au détriment de ses intérêts électoraux. Il s'agit là d'une concession exhorbitante à laquelle, faut-il le rappeler, nous ne nous attendions guère ! Cette concession est d'autant plus importante qu'il est vrai que le programme commun restitue la cohérence du programme du PC et ne la brise pas. Les concessions principales du PC portent sur l'alliance atlantique et l'Europe. Mais dans le contexte mondial présent, ces concessions sont sans grande portée concrète du point de vue des intérêts de la bureaucratie stalinienne. De Gaulle a sorti la France de l'OTAN et Mitterrand ne propose pas de l'y ramener. Quant à l'appartenance à l'alliance atlantique, la détente Est-Ouest en atténue singulièrement les effets.

En ce qui concerne l'Europe, le programme commun préconise le statu-quo à un moment où, si la CEE n'accomplit pas un progrès qualitatif, elle risque de se désagréger.

Ce que le PS a accepté au contraire sur le plan économique, politique et social, suffit à lui aliéner toutes les fractions de la classe dominante.

A ces concessions sur le programme s'ajoute une concession majeure sur la tactique : le PS a publiquement répudié l'alliance avec les centristes. Deferre soi-même, après quelques appels du pied malheureux, dénonce violemment les réformateurs comme des suppôts perfides de la majorité.

Certes, Mitterrand vise les élections présidentielles de 76. Certes, il compte à cette occasion prendre ses distances à l'égard du PC et s'ouvrir aux centristes. Mais ses projets bonapartistes sont une chose. Les moyens concrets dont il dispose pour les réaliser en sont une autre. On ne peut déterminer une position tactique pour les élections de 73 en fonction de ce que Mitterrand